

Zeitschrift: Anthos : Zeitschrift für Landschaftsarchitektur = Une revue pour le paysage
Herausgeber: Bund Schweizer Landschaftsarchitekten und Landschaftsarchitektinnen
Band: 42 (2003)
Heft: 3: Grossschutzgebiete = Les grands espaces protégés

Rubrik: Schlaglichter = Actualités

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 27.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Schlaglichter · Actualités

PROGRAMME D'ACTION POUR L'ANNÉE MONDIALE DE L'EAU

«L'eau n'a pas de prix; L'eau n'a pas de lois; L'eau n'as pas de frontières!». Ces trois slogans constituent les thèmes prioritaires du volet suisse de la campagne pour l'Année mondiale de l'eau. Trois offices fédéraux directement concernés ce sont associés pour attirer l'attention du public sur l'importance des ressources en eaux: l'Office fédéral des eaux et de la géologie (OFEG), la Direction du développement et de la coopération (DDC) et l'Office fédéral pour l'environnement, les forêts et le paysage (OFEFP). La campagne a démarré en mars de cette année par une fête de l'eau organisée devant le Palais fédéral à Berne. Des efforts particuliers sont également menés pour les écoles du pays. Avec cette campagne d'une année, la Suisse remplit ses obligations en tant que nouveau membre de l'assemblée générale de l'ONU. Sensibiliser la population aux ressources naturelles indispensables à la survie de l'humanité fait partie des tâches incontournables d'un pays. La confédération est aidée dans sa tâche par les cantons, les communes et les organisations intéressées, tant publiques que privées. Une plate-forme nationale a été instaurée pour faciliter le débat et suggérer des activités en relation avec la campagne. Renseignements: www.2003.ch

Globale Gewässer-Ökosysteme

An einer Internationalen Konferenz in Zürich zeigten Forschende aller Kontinente die künftige Entwicklung der globalen Gewässersysteme auf. Diese stehen heute fast durchgehend unter Druck.

Rund 160 Wissenschaftler diskutierten an der «Internationalen Konferenz zur Zukunft der Ge-

wässerökosysteme» an der ETH Zürich über die Wasser-Systeme der Erde. Die Vertreter aller Kontinente zeigten Trends der zukünftigen Entwicklung der aquatischen Ökosysteme auf. Getragen wurde die Veranstaltung von der «Foundation for Environmental Conservation FEC» und der «Eidgenössischen Anstalt für Wasserversorgung, Abwassereinigung und Gewässerschutz EAWAG». Diskutiert wurden alle 21 verschiedenen aquatischen Lebensräume, angefangen bei den Fließgewässern der Kontinente bis hin zur Tiefsee der Ozeane. In Form von Plenarsitzungen wurden einerseits die Auswirkungen von globalen Umweltveränderungen auf die verschiedenen Systeme diskutiert und andererseits in Kleingruppen regionale Themen vertieft. Es bestand der Konsens, dass heute praktisch alle aquatischen Ökosysteme unter Druck stehen und sich dieser zukünftig auch noch verstärken wird. Beispiele hierfür sind die Erhöhung der Nährstofffrachten, der durch Bewässerung bedingte Rückgang des Frischwassereintrags in Feuchtgebiete und küstennahe Meere und die Zerstörung der Habitate und deren Versalzung. Weiter wurde der Klimawandel als mögliche Ursache für den Rückgang der Korallenriffe identifiziert.

Gute Entwicklungen in Europa

Wie ein Blick in die jüngere Vergangenheit Europas bestätigt, sind aber durchaus griffige Konzepte vorhanden, welche die negativen Trends der Entwicklung der Gewässerökosysteme brechen können. So ist seit der Stockholm-Konferenz von 1972 der Eintrag von nicht abbaubaren Chemikalien in Fließgewässer verboten. Die Überdüngung der Seen wurde durch den Ausbau der Klärtechnik und das Verbot von Phosphaten in

Waschmitteln eingedämmt. Breite Kreise der Bevölkerung fordern inzwischen die Verbindung der Revitalisierung der Fließgewässer mit einem angemessenen Hochwasserschutz. Bemerkenswert ist, dass diese und andere positiven Entwicklungen immer wieder durch engagierte lokale Gruppierungen ausgelöst wurden. Die Konferenz hat zum ersten Mal Forschende aus den verschiedenen Systemen zusammengebracht und zeigte auf, dass bereits eine Fülle von wissenschaftlichen Erkenntnissen zur Verfügung steht, die es ermöglichen sollte, positiven Einfluss auf die Entwicklung der Systeme zu nehmen. Es mangelt somit nicht am Wissen, sondern viel mehr am Mut zur politischen Umsetzung. Gefordert ist der Umgang mit Unsicherheiten und das schrittweise gemeinsame Vorgehen von Forschenden, Politikern und Bevölkerung – lokal und international.

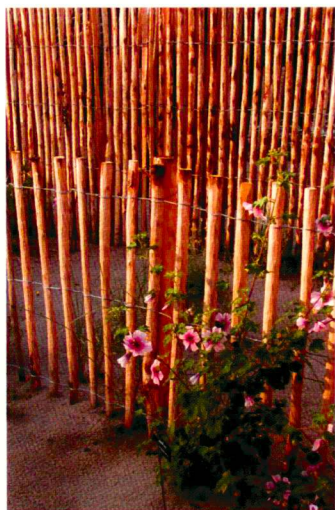
Unterschiede zwischen Nord und Süd

Viele der Ökosystemprognosen basieren auf den Forschungsergebnissen der Industrienationen, wo die künftigen Probleme ebenso gross sein werden wie in Schwellen- und Entwicklungsländern. So wird die Erneuerung der Abwasserinfrastruktur in Europa eine ähnlich grosse Aufgabe darstellen, wie das Erhalten von Ökosystemen für eine langfristig lokale Nutzung. Zusammenfassend bestand aber der breite Konsens, dass sich weltweit auch stark beeinträchtigte aquatische Ökosysteme erstaunlich rasch erholen, wenn die Randbedingungen verbessert werden. Beispielhaft hierfür ist die Wasser-Rahmenrichtlinie der EU, welche die Verbesserung der ökologischen Qualitäten ganzer Flusseinzugsgebiete fordert. Informationen: www.icef.eawag.ch

■ MAUVAISE HERBE!

Le 12^e festival international des jardins à Chaumont-sur-Loire

En 2002, le 11^e festival international des jardins «L'érotisme au jardin» a accueilli 165 000 visiteurs. Ce thème, qui a su conjuguer humour et raffinement, a attiré un public renouvelé et jeune. C'est chaque année un public varié et de plus en plus nombreux qui vient à Chaumont-sur-Loire, premier événement jardin en France et l'un des «grands» rendez-vous culturels d'Europe. Avec le thème «mauvaise herbe», le 12^e festival propose de creuser les effets botaniques et esthétiques d'une famille de plantes drôlement vigoureuses et non cultivées. La mauvaise herbe ne correspond évidemment pas à une classification botanique. Son existence est intimement liée à l'homme, à son jugement et aux modifications qu'il impose à son environnement naturel, par exemple pour la culture d'un jardin. La mauvaise herbe est une affaire de jugement de valeur et de concurrence. Les critères sont esthétiques, alimentaires ou médicinaux. La plupart des plantes indigènes sont chassées, au profit de plantes nouvelles, venues de l'extérieur, de contrées lointaines ou de laboratoires. Les 27 projets sélectionnés par le jury du concours (parmi les 400 dossiers



reçus) nous racontent des histoires «rabelaisiennes», drôles, sophistiquées, à fort tempérament. Les équipes des créateurs des jardins du festival sont plus que jamais pluridisciplinaires: architectes-paysagistes, architectes, botanistes, plasticiens, jardiniers, designers et même stylistes de mode, musiciens, scénographes de théâtre ou studio de tendances. Les jardins du festival vous apprendront donc que la mauvaise herbe a des dangers mais aussi des vertus. Elle se mange bien souvent. Elle protège de l'érosion et de la sécheresse des terres abandonnées. Elle peut servir d'engrais et même provoquer une révolution culturelle chez les plus sévères jardiniers, car la mauvaise herbe est belle, et lorsqu'on sait s'y prendre avec elle, on peut découvrir une autre façon de jardiner. Nous vous présentons ici quelques exemples de jardins.

Le jardin des ganivelles

D'Odile Reboul et Michel Pomarède, France. Les ganivelles, ce sont des palissades en fil de fer et en piquets de bois de châtaignier que l'on utilise au bord de la mer pour protéger les dunes du vent et des hommes et enserrer les plantes fragiles (chèvrefeuille, clématite...). A leur abri se recrée le sol et se fonde une communauté végétale où chacun apporte sa contribution; il n'y a pas de «mauvaise herbe», mais des coriaces, des fugaces, des prolifiques, des dures puis des tendres, des grandes et des petites, des belles et des moins belles. Ensemble, elles font gagner la vie.

Les Kuijers

De Julien Mizermont et Cécile Califano, France. Une simple cuillère oubliée après un pique-nique s'est multipliée en milliers de cuillers (30 000 précisément), au point de provoquer l'assèchement du terrain et d'en soulever des parties entières. Tout autour de ce jardin bouleversé, morcelé,



s'étend une nappe à carreaux rouges et blancs composée de vivaces et d'annuelles.

Bio Weeds

De Paola Falcone et Enrico Tommaso de Paris; Massimo Lunardon, Ricardo Mazza, Italie. Une plante que les biotechnologies ont dotée d'un gène de résistance à un herbicide peut le transmettre à des espèces de la même famille. En mai 2002, des chercheurs mexicains confirment la contamination du maïs local par des OGM. Contaminées génétiquement par les OGM des cultures avoisinantes, des herbes nuisibles pointées du doigt par le monde agricole sont devenues encore plus insaisissables. Elles sont enfermées ici sous d'étranges sculptures de verre, dans un herbier sonore en trois dimensions.

Abandonnement

De Tal Lancman, Israël; Maurizio Galante, Italie; Lauri Macmillan Johnson et Hili Sonia Mann, Etats-Unis; Cécile Dalladié, France. A première vue, une ancienne prairie abandonnée et colonisée par des

«Abandonnement» de Tal Lancman, Israël; Maurizio Galante, Italie; Lauri Macmillan Johnson et Hili Sonia Mann, Etats-Unis; Cécile Dalladié, France

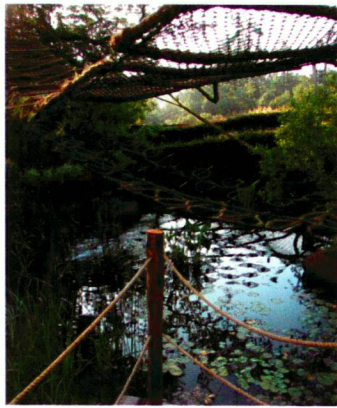
«Le jardin des ganivelles» d'Odile Reboul et Michel Pomarède

12^e festival international
des jardins à Chaumont-sur-
Loire:

«Entreciel» de Jean-
Philippe Poirée-Ville,
France

«Bio Weeds» de Paola
Falcone et Enrico Tommas,
Paris; Massimo Lunardon et
Ricardo Mazza, Italie

«Les Kuijers» de Julien
Mizerant et Cécile
Califano, France



plantes sauvages. Sur un lieu de souvenirs, un terrain de jeux d'enfants? Un jardin de grand-mère? Un champ de bataille? Tendus sur une élégante structure de cordes à linge, des vêtements multiculturels s'alignent, comme neufs. Peu à peu, délavés par les pluies, décolorés par les rayons ardents, ces fantômes semblent abandonnés, à la merci des vents. Une végétation spontanée occupe alors progressivement les déchirures, les ouvertures et crée de nouvelles poches de vie, un nouveau paysage, un espoir.

Entreciel

De Jean-Philippe Poirée-Ville, France. Depuis un grand bassin sombre, un immense filet noir part

à l'assaut d'un arbre. Ce filet est couvert d'un réseau très dense de tuyaux poreux couverts de substrats qui facilitent la croissance des plantes. Celles-ci vont rapidement tout envahir. Le jardin se trame entre le ciel et son reflet. Renseignements:

Conservatoire international des
parcs et jardins et du paysage,
Ferme du château, F-41150
Chaumont-sur-Loire, téléphone
0033-2-54 20 99 22,
fax 0033-2-54 20 99 24,
www.chaumont-jardins.com

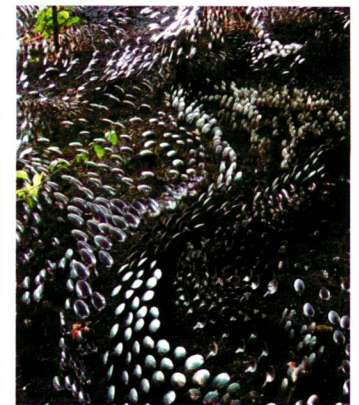
ASCHEBEISETZUNG IM WALD, FRIEDWALD ODER FRIEDHOF?

Auch in Zürich sind seit Anfang dieses Jahres Aschebeisetzungen im Wald möglich. Um Alternativen zur herkömmlichen Friedhofskultur anzubieten, hat die Stadt zwei Parzellen im Stadtwald ausgewählt, die für diese besondere Bestattungsart zugelassen wurden. Beide Bereiche befinden sich in unmittelbarer Nähe zu bestehenden, konventionellen Friedhöfen. Zwei Arten der Waldbestattung sind in Zürich möglich: Die Bestattung in den Wurzeln des «Gemeinschaftsbaumes» kostet eine einmalige Gebühr von CHF 200.–, die Miete eines «Familienbaumes» kostet CHF 1000.– für eine Dauer von 20 Jahren. Blumen, Schilder oder Kreuze sind nicht erlaubt. Die Idee der Aschebeisetzung im Wald ist nicht neu. Ueli Sauter aus dem Thurgau betreibt seit fast zwei Jahren seinen «Verein Naturbestattung und Friedwald», welcher sich zum Ziel gesetzt hat, über die ganze Schweiz etwa 100 «Friedwälder» anzubieten. Ihm war diese Idee durch einen Londoner Freund gekommen, welcher sich zu Lebzeiten gewünscht hatte, dass seine Asche einst in Wäldern der Schweizer Berge ausgestreut werden sollte. Heute ist der Begriff

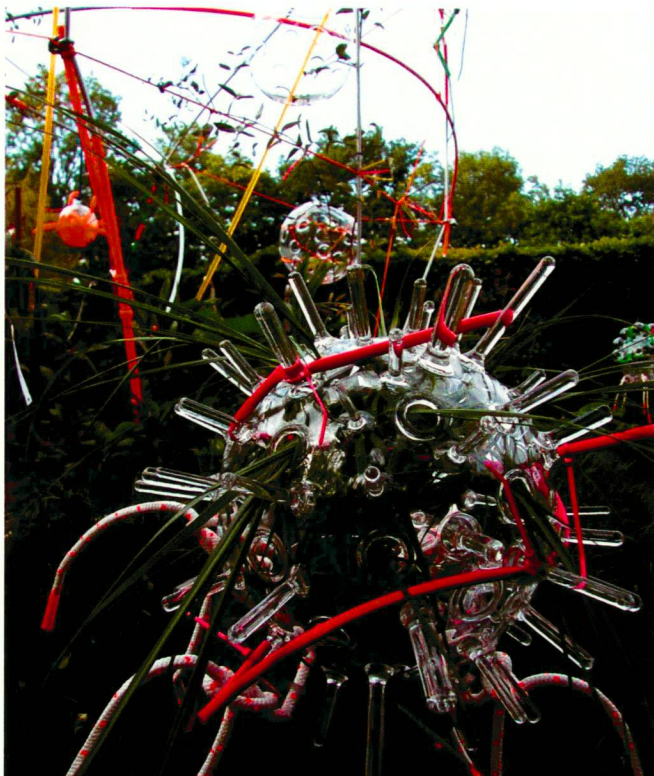
Friedwald geschützt, und es bestehen schon zahlreiche dieser besonderen Orte, in denen man sich «nach dem Tode mit einem Baum verbinden kann» (Zitat von Arnold Keysering). Informationen: Grün Stadt Zürich, Zürich oder Verein Naturbestattung und Friedwald, Mammern, info@friedwald.ch

■ DONNÉES PÉDOLOGIQUES

Pendant des décennies, des données pédologiques ont été collectées en Suisse. Afin d'en faire profiter les milieux intéressés, la Société Suisse de Pédologie cherche à améliorer leur accessibilité et à estimer quels seront les besoins



futurs des utilisateurs. Ces réflexions ont été à l'honneur de la session annuelle scientifique 2003 de la Société Suisse de Pédologie qui s'est déroulée à l'Université de Berne. Les exposés ont montré que, dans le passé, des données pédologiques ont été rassemblées au prix d'efforts financiers considérables. Spécifiques à l'agriculture, elles servaient avant tout et presque exclusivement à l'appréciation de la fertilité des sols et à la définition des surfaces d'assolement. Depuis, le cercle des utilisateurs s'est largement agrandi. L'utilisation des cartes pédologiques a de même changé. De nos jours, les aménagistes, les milieux de la protection des eaux, de la nature et de l'air manifestent leur



intérêt pour ces données (prise en compte de la fertilité du sol dans le choix des surfaces constructibles, prévention des glissements, intégration du sol et de sa couverture dans la lutte contre les émissions de CO₂). Suite au développement des moyens de traitement des données, les cartes papiers des sols ont été informatisées et la recherche s'est orientée vers des systèmes modernes d'information pédologique (SIG appliqué au sol). Des systèmes pilotes de centralisation de cartes pédologiques à but agricole ou sylvicole ont ou sont en passe de voir le jour dans les pays voisins (Autriche, Allemagne). Une deuxième série d'exposés a traité de l'application effective des données pédologiques existantes ainsi que des exigences futures relatives aux données à acquérir. L'accent a été mis sur les disciplines voisines de la science du sol. Des experts des domaines de l'hydrogéologie, des risques naturels et du génie forestier ont fourni des renseignements sur l'utilisation d'informations pédologiques dans leur domaine spécifique. La problématique de la teneur des sols en polluants a également été abordée. Depuis 1985, un réseau national de surveillance des sols documente cette pollution. L'Office fédéral de la protection de l'environnement prévoit de l'intégrer à un réseau global d'observation de l'environnement. Enfin, des questions d'assurance-qualité sont venues rappeler l'importance de disposer de données fiables et reproductibles. La brochure de la session, contenant tous les exposés, sera publiée prochainement.

Renseignements: www.soil.ch/ssp

■ L'ESTIVAGE DES MOUTONS DANS LA PERSPECTIVE DU RETOUR DU LOUP

Depuis 1995, on constate régulièrement que des loups en provenance d'Italie pénètrent sur le

territoire suisse. En été, ceux-ci tombent sur des milliers de moutons laissés sans surveillance sur les alpages. Cette situation est préjudiciable aux moutons comme au loup. Des bêtes se font dévorer et les loups qui causent ces pertes finissent par être abattus, en dépit de la protection légale dont l'espèce bénéficie. Les éleveurs ovins d'autres pays européens montrent qu'il est tout à fait possible de faire pâturer des moutons dans des zones où le loup est présent, pour autant que les troupeaux soient surveillés par un berger et des chiens. Une telle solution est-elle envisageable en Suisse? Les expériences faites jusqu'ici montrent que des mesures ponctuelles ne résolvent pas le problème, car le loup peut se rabattre sur d'autres troupeaux. Une protection extensive des troupeaux sur les 1145 estives ovines que compte la Suisse aurait un coût économique extrêmement lourd. Les adversaires du loup prétendent qu'une cohabitation entre ce carnassier et les moutons est impossible dans notre pays, la topographie de nos vallées ne permettant pas, à leurs yeux, la surveillance des troupeaux par des bergers. A l'inverse, l'octroi d'autorisations de tir n'apparaît pas non plus comme la solution, car cela ne permet pas de prévenir de nouveaux dégâts.

Pro Natura a voulu savoir s'il serait possible d'introduire, en Suisse aussi, un système de protection pas trop onéreux, avec des troupeaux plus importants surveillés par des bergers. L'étude réalisée par Patrick Waeber pour le compte de Pro Natura a porté sur les conditions actuelles de l'estivage ovin dans six vallées alpestres des cantons de Berne, du Valais et des Grisons. L'auteur a calculé la dépense qu'impliquerait la surveillance de tous les troupeaux.

Ensuite, il a réorganisé les troupeaux de moutons sur la surface actuellement exploitée, de manière à obtenir des «unités» plus impor-

tantes, d'une taille judicieuse.

Toutes les zones considérées devaient pouvoir abriter un nombre équivalent de moutons. Puis il a recalculé, en fonction de ce mode d'exploitation, le nombre de troupeaux et les coûts de leur surveillance par des bergers. Les résultats sont éloquentes. Aujourd'hui, 85 troupeaux totalisant 17 500 têtes pâturent dans les zones étudiées. Sur six alpages seulement, des bergers sont présents. Si chacun de ces 85 troupeaux était surveillé par un berger, la facture globale s'élèverait à 1,1 million de francs. En réorganisant les pâtures, on pourrait ramener à 36 le nombre de troupeaux, avec un nombre total de moutons inchangé. Les coûts de la surveillance par des bergers diminueraient alors de 60 pour cent. Les 98 pour cent des coûts liés à la surveillance par des bergers seraient couverts par les contributions d'estivage. A cet égard, il existe actuellement de très grandes disparités entre vallées.

L'étude commandée par Pro Natura montre que ce ne sont pas les conditions topographiques, mais les habitudes et les traditions, qui font obstacle à une protection des troupeaux de moutons en Suisse. Les troupeaux de moutons pourraient être efficacement protégés par des bergers et des chiens. Dans certaines vallées, ce système serait déjà financièrement supportable dans les conditions cadres actuelles. Si, jusqu'ici, la solution de la surveillance par des bergers a toujours été proposée dans le contexte strict des dégâts imputables au loup, elle présente d'autres avantages, au moins aussi importants: diminution des pertes dues aux maladies, aux intempéries et aux accidents, protection des alpages contre l'érosion, meilleure gestion de l'offre alimentaire, préservation de la diversité florale des pâturages alpestres, élimination du risque d'empiètement des troupeaux de moutons sur des

alpages à chamois et à bouquetins. Cette étude fournit donc une importante piste de réflexion pour résoudre l'épineuse question de la coexistence entre le loup et les moutons.

Renseignément: Urs Tester, Pro Natura, Bâle ou www.pronatura.ch

■ GRÜNDACHZERTIFIZIERUNG IN DER SCHWEIZ

Die Schweizerische Fachvereinigung Gebäudebegrünung Thun (SFG) agiert mit dem Ziel, die Qualität der Dachbegrünung zu heben. Dazu bedarf es unterschiedlicher Massnahmen. Bedeutung, Leistung und Qualitäten der Dachbegrünung sind inzwischen anerkannt, und die Bereitschaft Dächer zu begrünen ist gut. Was verbesserungsfähig bleibt, ist die allgemeine Qualität von Dachbegrünungen, beispielsweise hinsichtlich Drainage- und Wasserrückhaltekapazität. Deshalb offeriert die SFG jetzt neu zertifizierte Gründachausführungen im Rahmen anerkannter Richtlinien und eines Qualitätslabels für extensiv begrünte Dächer. Vorteil: Bauherr und Planer können per Ausschreibung eine definierte Qualität mit zertifizierten Systemen fordern, die von der SFG neutral – und für Planer und Bauherr kostenlos – überprüft wird. Das Label, erarbeitet mit Fachverbänden und Institutionen (SVDW, SSIV, VSG, VERAS, BUWAL), regelt über prüfbare Kennwerte die Wasserretention, den Deckungsgrad sowie die ökologisch-materielle Qualität der Dachbegrünung. Verschiedene Anbieter führen labelzertifizierte Systeme bereits im Angebot. Die ersten Audits hinsichtlich Ausführung, Systemaufbau und Materialökologie wurden kürzlich mit Erfolg durchgeführt. Im Rahmen von Projekten bietet die SFG interessierten Planern,

Bauherren, Unternehmern und Amtsstellen auch Beratung und fachliche Information vor Ort. Die Richtlinien sind beim SFG-Sekretariat in Thun beziehbar. Informationen: Telefon 033 223 37 57, Fax 033 227 57 28, www.sfg-gruen.ch

■ WEIHENSTEPHANER DENKMALPFLEGE-SEMINAR

Ende Juni fand an der Fachhochschule Weihenstephan in Freising das 14. Denkmalpflege-Seminar statt. Das diesjährige Thema «Gärten und Anlagen des 20. Jahrhunderts» wurde am ersten Tag des Seminars durch vier Vorträge angesprochen, sie behandelten die Themen «Hausgärten im Werk des Gartenarchitekten Ludwig Lesser (1869 – 1957)», vorgetragen von der Urnenkelin Ludwig Lessers, der Landschaftsarchitektin Karin Lesser, Berlin; «Der Nordpark in Düsseldorf. Zur Entwicklung eines Gartenschaugeländes der 30er-Jahre» von Landschaftsarchitekt Claus Lange, Bereichsleiter Grünplanung, Garten-, Friedhofs- und Forstamt Düsseldorf; «Die Freundschaftsinsel in Potsdam. Zur Wiederherstellung der thematischen Staudenpflanzungen und Sondergärten» von Landschaftsarchitektin Bettina Bergande, Berlin, sowie das Thema «Gartendenkmalpflegerischer Umgang mit Freiräumen der Nachkriegszeit in Berlin» (mit den Beispielen Ernst-Reuter-Platz, Karl-Marx-Allee, Interbau '57, Akademie der Künste, u.a.) von Landschaftsarchitekt Klaus Lingenauber, Landesdenkmalamt Berlin. Die Vorträge waren gut gestaltet und dokumentiert, die profunde Fachkenntnis der Referenten erlaubte erhellende Einblicke in die oftmals «harte» Praxis des landschaftsarchitektonischen Denkmalschutzes (zum

Thema «Freundschaftsinsel Potsdam» siehe auch anthos 3/2001). Die professionelle Organisation des Seminarablaufes durch Prof. Michael Goecke ermöglichte angeregte Diskussionen und Gespräche nach den Vorträgen und während der oftmals gemeinsam eingenommenen Mahlzeiten. Die anschließende Führung durch den seit 1948 bestehenden Staudensichtungsgarten Weihenstephan (gegründet von Richard Hansen, 1912–2001) ermöglichte es, weitere Informationen auf angenehme Weise aufzunehmen. Der zweite Seminartag war den Fachbesichtigungen gewidmet. Unter der Leitung von Prof. Michael Goecke besuchten die Seminarteilnehmer die Gartenanlagen der Villa Waldberta und der Villa Carl in Feldafing am Starnberger See (beide Anlagen wurden 1910/11 von dem Architekten Richard Riemerschmid geschaffen). Weiter standen auf dem Programm die Villa Sonnenhof in Starnberg (1912, von Hans Noris) sowie, neben einigen neueren oder bekannten Anlagen in München, die Siedlungen «Borstei» (1920er-Jahre, 772 Wohneinheiten, Gesamtfläche 8,9 Hektaren, davon etwa 1,9 Hektaren überbaut, Architekt Bernhard Borst) und «Alte Heide» (1918–1929, 703 Wohneinheiten, Ergänzung nach dem 2. Weltkrieg durch 121 neue Wohneinheiten, Gesamtfläche 8 Hektaren, Architekt Theodor Fischer). Beide Siedlungen weisen heute noch ausgesprochen interessante – sehr unterschiedliche – Aussenräume auf, welche jedoch zunehmend durch einen denkmalpflegerisch nicht fachgerechten Unterhalt bedroht sind. Informationen: Prof. Michael Goecke, Fachhochschule Weihenstephan, Fachbereich Landschaftsarchitektur, D-85350 Freising, Telefon 0049-8161-71-4058

PROJEKT «NATURRAUM DACH» – NATURSCHUTZHABITATE IN LUFTIGER HÖHE?

«Ist es nicht wahrhaft wider alle Logik, wenn eine ganze Stadt-oberfläche ungenutzt und der Zwiesprache mit den Sternen vorbehalten bleibt?» fragt sich Le Corbusier als einer der Begründer der Dachbegrünungsphilosophie in der modernen Architektur. Der Weltkünstler Friedensreich Hundertwasser fordert ergänzend: «Der Mensch muss auf den Dächern der Natur zurückgeben, was er ihr widerrechtlich unten beim Hausbau weggenommen hat».

Die Begrünung von Dächern hat sich nach diesen punktuellen Anfängen philosophisch orientierter Architektur in den letzten Jahren auch in der Schweiz bautechnisch etablieren und dadurch quantitativ ausdehnen können. Die konsequente Umsetzung umweltpolitischer Vorgaben führte bereits in vielen Städten und Gemeinden dazu, dass bei Neubauten die Begrünung von Flachdächern zur Pflicht geworden ist. Aus diesem Kontext heraus startet die Abteilung Umwelt und Natürliche Ressourcen der Hochschule Wädenswil das Forschungs- und Entwicklungsprojekt «Naturraum Dach». Mit verschiedenen Partnern von Hochbauämtern und Naturschutzfachstellen der Stadt und Kantone St. Gallen und Luzern sowie Basel-Stadt und Basel-Landschaft, werden für die jeweiligen Regionen Muster-Dachbegrünungen mit einer naturnahen Gestaltung eingerichtet, welche den ökologischen Ausgleichswert optimiert. Das Zieldesign orientiert sich dabei an für den Arten- und Naturschutz bedeutsamen Habitaten am Boden. In vielen Regionen der Schweiz gehören magere Feucht- und Trockenwiesen, Geröll- und Felsfluren sowie

schotterreiche Uferlandschaften zu den gefährdeten Biotopen. Bisherige Forschungsarbeiten in der Region Basel haben zusammen mit bedeutenden Orchideen-Funden auf alten Dachwiesen bei Zürich aufzeigen können, dass sich auf spezifisch eingerichteten Dachbegrünungen aus der Sicht des Arten- und Naturschutzes vieles realisieren lässt. So konnten in Basel zahlreiche stark gefährdete Käfer- und Spinnenarten gefunden werden. Auf den begrüneten Dächern des Zürcher Seewasserwerks Moos etablierte sich eine Reliktstandort der Flora der umgebenden Feuchtwiesen aus den Anfängen des 20. Jahrhunderts – heute gar ein Orchideen-Standort der kaum gleichwertiges im Kanton Zürich kennt. Im Projekt «Naturraum Dach» sollen nun Verfahren für naturnahe Dachbegrünungen entwickelt und bezüglich Einrichtungslogistik sowie Funktionalität überprüft werden. Basis der Entwicklungsarbeit und der Untersuchungen sind bereits zahlreiche in Basel installierte Musterdächer mit unterschiedlichen Substratvariationen. Neben



Der Rüsselkäfer kommt auf begrüneten Dächern vor.

Photo: Michel Roggo

der Erfassung der Vegetationsentwicklung wird mit einem speziellen Wildbienen-Monitoring – die für den Naturhaushalt wichtigen Insekten besitzen oft Anpassungen an spezifische Substrate wie Sand, Holz oder sandig-lehmige Böden – die Habitatqualität der naturnah begrüneten Dachflächen mit einer Erfolgskontrolle überprüft. Für interessierte Kantone, Städte und Gemeinden besteht die Möglichkeit sich am Projekt noch zu beteiligen.

Informationen: Hochschule Wädenswil, Dr. Stephan Brenneisen, Grüntal, 8820 Wädenswil, s.brenneisen@hsw.ch
Stephan Brenneisen

KORRIGENDA VIEHMARKTPLATZ UND STADTMAUER THUN

Im letzten anthos berichteten wir über den Viehmarktplatz und die Stadtmauer in Thun (siehe anthos 2/2003 S. 59 f.). Zu unserem grossen Bedauern sind die Verfasser dieser beiden Projekte dabei nicht erwähnt worden. Es handelt sich für den Viehmarktplatz um die Architekten-Arbeitsgemeinschaft Scheffel Hadorn Schönthal, Thun und die Landschaftsarchitekten H. Klötzli und B. Friedli, Bern (sowie: J. Wiederkehr Elektroplanung, Spiez; Denkmalpflege des Kantons Bern: Hans-Ulrich Baumgartner; Archäologischer Dienst des Kantons Bern: Dr. Daniel Gutscher). Für die Sanierung der Stadtmauer waren

verantwortlich: die Architekten des Hochbauamtes der Stadt Thun; für die ökologische Begleitung die Impuls Forstingenieure und Umweltfachleute SVU, Thun; für die Denkmalpflege des Kantons Bern Hans Peter Würsten und für den Archäologischen Dienst des Kantons Bern wiederum Dr. Daniel Gutcher. Auf Seiten der Bauträgerschaft sind als Gesamtprojektleiter für den Viehmarktplatz Hanspeter Stauffer vom Tiefbauamt und als Projektleiterin Suzanne Albrecht zu erwähnen. Die Gesamtprojektleitung der Sanierung Stadtmauer lag bei Hans Mischler vom Hochbauamt Thun. Der Viehmarktplatz wurde durch den «public design Preis 2003» ausgezeichnet.